

MAROC-FR

Je suis membre d'Attac maroc, une association qui existe depuis le début des années 2000, membre également du réseau du CADTM et qui regroupe 200 militants. Attac est une organisation très impliquée dans les luttes sociales et la solidarité aussi bien avec le M20F, les diplômés chômeurs ou les détenus politiques.

Politiquement je viens de l'expérience du courant socialiste révolutionnaire qui est né à la fin des années 80 qui a connu une expansion politique et organisationnelle et qui aurait pu lui permettre de jouer un rôle politique dans l'unification de la gauche révolutionnaire et dans la direction de la lutte pour le changement radical au Maroc, mais qui a aussi connu des impasses et des difficultés aboutissant à son affaiblissement. Ce qui pose la question d'un renouveau et de nouvelles initiatives pour reconstruire notre courant sur des bases nouvelles tant sur le terrain de ses réponses politiques que dans sa façon de fonctionner.

La situation sociale et économique

Les politiques néolibérales ont renforcé la dépendance de l'économie marocaine aux centres impérialistes par le biais de la dette, des accords de libre-échange et la maîtrise des orientations de développement d'une économie qui est structurellement incapable de résister aux pressions du marché mondial et qui est considéré comme une base arrière pour les exportations sur le marché européen et qui fournit des matières premières à faible valeur ajoutée. Ces caractéristiques font que notre pays connaît une grave crise sociale et s'avère incapable de fournir un emploi à des générations de chômeurs ou d'améliorer les conditions de vie de ses habitants. C'est cela la base du développement des contestations sociales qui ont touché de nombreux secteurs : étudiants, chômeurs, habitants des quartiers populaires, population des régions marginalisées etc...

Ce développement des luttes, dans le contexte des printemps arabes a donné lieu à un mouvement appelé le mouvement du 20 février et dont le slogan principal est « la chute de la corruption et du despotisme » et qui a constitué un développement très important dans les luttes sociales et politiques depuis 60 ans, depuis l'indépendance, que ce soit du point de vue de ses revendications politiques, de son caractère national et non pas local, de sa base sociale qui a impliqué la jeunesse marginalisée et précaire et du fait que ce mouvement est né indépendamment des partis politiques classiques qui ne le contrôlaient pas.

Ce mouvement a duré plus d'un an et demi. Il a pu arracher des acquis et encourager de nouvelles dynamiques de luttes notamment au sein des couches sociales qui n'avaient pas l'habitude de contester. Mais la faiblesse et la division de la gauche révolutionnaire, l'absence de traditions unitaires ou de travail en commun dans le cadre de fronts tout comme l'absence d'une avant-garde de lutte solidement enracinée a permis à l'état d'utiliser des manœuvres politiques (réformes constitutionnelle, nouvelles élections, concessions sociales...) qui ont affaibli le mouvement et montrer ses limites, sans compter l'impact des facteurs régionaux. Mais en même temps, il y a beaucoup d'indices qui montrent que le mouvement peut renaître d'autant plus que la crise sociale et économique est en train de s'approfondir comme en témoigne les réactions populaires au moment de la grâce royale d'un pédophile, les marches unitaires des chômeurs ou le soulèvement des populations marginalisées (targuist, el braham, hoceima, ifni...)

Sur la situation politique : à la suite de la réforme constitutionnelle pour contrer le M20F, des élections ont eu lieu. Elles ont abouti à la formation d'un gouvernement dit des « islamistes modérées » en alliance avec des partis du palais mais sans que cela change la nature du pouvoir qui reste celui d'une monarchie absolue qui concentre tous les pouvoirs et où le gouvernement et le parlement restent des instruments dociles aux mains du roi pour légaliser la dictature.

Du point de vue des forces politiques :

La monarchie : elle a des racines lointaines dans l'histoire du pays mais elle a pu s'imposer qu'en infligeant une défaite à l'opposition historique née des luttes pour l'indépendance. Elle monopolise le

pouvoir politique et le contrôle de l'armée, des services sécuritaires et de l'administration et contrôle les institutions représentatives où dominent les partis de la monarchie où les partis qui lui font allégeance comme la gauche gouvernementale « social démocrate » ou le parti de l'istiqal qui est un parti de la bourgeoisie

La gauche gouvernementale et les syndicats se sont considérablement affaiblis sur le plan politique et organisationnel notamment à partir de l'expérience de l'alternance où ils ont été au gouvernement et à ce jour, ils restent soumis et approuvent les grandes décisions royales tout en cherchant à bloquer le développement des mobilisations sociales comme en témoignent leur attitude pendant le M20F

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO-FR DANI NDOMBELE

Sociologue,

Chargé de relations publiques NAD-UNIKIN,

Coordonnateur national de SADEC (Service d'Action au Développement Communautaire).

Assistant du Recteur de l'Université Kongo (Université communautaire)

Nouvelles Alternatives pour le Développement – Université de Kinshasa (NAD-UNIKIN)

Association estudiantine

Depuis sa création, l'association agit dans le sens d'une éducation permanente et touche de plus en plus de monde. Elle a pour mission de mobiliser toutes les bonnes volontés prêtes à s'engager pour des actions d'éducation au développement. Domaines d'intervention : gouvernance, santé, éducation, agriculture, gestion des ressources naturelles, dette, hydroélectricité, migration et environnement. Le NAD-UNIKIN est membre de la CORAP (Coalition des OSC pour le suivi des Réformes et de l'Action Publique) et du réseau international CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde).

République Démocratique du Congo (RDC), ou Congo-Kinshasa

Etat d'Afrique centrale, région des Grands Lacs.

Superficie : 2 345 000 km² (vaste comme 4 fois la France et près de 80 fois la Belgique).

Géant de l'Afrique en raison de ses énormes richesses. La RDC possède un important potentiel de ressources naturelles et minérales. Elle est considérée comme un scandale géologique mais sa population croupit dans la misère.

Situation économique : les réformes économiques et structurelles sont soutenues par les IFI. Il s'observe une consolidation du cadre macroéconomique. Le stock de la dette extérieure publique en juillet 2013 était estimé à 4 684 000 000 \$USD. Un projet d'aménagement d'une centrale hydroélectrique (Inga 3) est en route.

Situation politique et sécuritaire : la RDC est confrontée à la résurgence épisodique et récurrente de tensions politiques et sécuritaires. Les concertations nationales ont vécues. Un gouvernement de cohésion nationale sera bientôt mis en place. La défaite militaire des rebelles du M23 (Mouvement du 23 mars) fait la une de l'actualité. Les forces gouvernementales (appuyées par les forces de la Brigade d'intervention des Nations Unies) ont délogé les rebelles de territoires qu'ils occupaient. Les pourparlers entre le gouvernement et les rebelles du M23 à Kampala n'ont pas aboutis à la signature d'un accord de paix. Existence d'autres mouvements rebelles à l'Est du pays.

DANEMARK-FR

Introduction à la situation politique au Danemark

17.11.13 Annika Holm Nielsen, SAP

Le Danemark est un petit pays situé au Nord de l'Allemagne avec une population de 5,5 millions. Le secteur public au Danemark est assez important, environ 50% des salariés travaillent dans ce secteur. Les syndicats sont plus ou moins un mouvement unitaire qui organise environ 60-70% des travailleurs. Ce qui veut dire que les salaires et les conditions de travail ne sont pas régulés par des lois mais par des négociations collectives entre le syndicat et les organisations des employeurs.

Depuis septembre 2011; le Danemark est gouverné par un gouvernement minoritaire de 'centre-gauche' qui vote des lois aussi bien avec l'Alliance Rouge-Verte qu'avec la droite. Ce gouvernement est arrivé au pouvoir après 10 années d'un gouvernement de droite-extrême. Ce gouvernement actuel est arrivé au pouvoir avec l'aide de mouvements sociaux (institutionnels et mouvements de base). Avant les élections, les partis du gouvernement actuel avaient des programmes progressistes; mais une fois au pouvoir, ils ont laissé tomber tout cela (ce qui n'est pas surprenant) et ils ont continué l'austérité commencé par le gouvernement de droite précédent. Le résultat c'est que la social-démocratie est au niveau le plus bas de son histoire concernant le soutien dans la population.

A cause de la perte de crédibilité dans le projet 'de gauche', les mouvements sont très silencieux et passifs depuis les élections de 2011. Pourtant, nous venons de voir une action des étudiants contre les réformes des bourses pour étudiants et aux niveaux plus élevés de l'éducation. Ce printemps, il y a eu aussi un grand conflit et le lockout des enseignants à cause de la réforme de l'école primaire, qui signifiait plus d'heures de travail pour les enseignants. Ce lockout a duré 25 jours, finalement, le gouvernement a transformé la proposition des employeurs en lois sur les conditions de travail. L'Alliance Rouge-Verte a bien soutenu la lutte des enseignants et ceci à plusieurs niveaux. Cela signifie que environ 40% de tous les enseignants du Danemark voteront pour nous lors des prochaines élections!

Juste après la date limite pour ce texte, il y aura des élections locales partout au Danemark. Les sociaux démocrates (et les autres partis gouvernementaux) vont probablement perdre beaucoup de soutien, et un nombre important de maires et d'élus locaux.

L'Alliance Rouge-Verte (dont la section de la Q.I. au Danemark, le SAP, fait partie) obtiendra environ 10-15% des votes au niveau national et 20-30% à Copenhague (capitale du Danemark). On pourrait devenir le plus grand parti à Copenhague.

CAMEROUN-FR

SITUATION NATIONALE

Le Cameroun, pays situé en Afrique Centrale, au fond du Golfe de Guinée, avec une population de plus de vingt millions d'habitants, administrativement indépendant depuis le 1er janvier 1960 mais toujours politiquement assujéti au système néocolonial de son dernier tuteur international, la France.

Après vingt-deux ans de règne sans partage et terrifiant de son premier président Ahmadou Ahidjo, le Cameroun est gouverné depuis trente-un ans par Paul Biya qui, quoique ayant quelque peu libéralisé l'espace politique, associatif et communicationnel, continue pourtant de se comporter comme lors du Parti unique. La démocratisation du pays avance au pas de tortue : il existe trois constitutions dans le pays et les institutions républicaines sont mises en place au gré du prince et selon les formules qui tendent à perpétuer le système de corruption, de népotisme et de clientélisme qui maintient les masses populaires dans un état de misération économique et de dépendance accrue vis-à-vis des perfusions

calibrées du régime.

Une vague d'élections a cours depuis près de trois ans (présidentielles en novembre 2011, sénatoriales en 2012, et municipales et législatives en septembre 2013) sans fichier électoral fiable, quoique accompagnées de mesurées (ex : inscriptions biométriques des électeurs, mais sans vote biométrique) liées à l'organisation des élections ; mais surtout avec l'onction d'une justice aux ordres pour la gestion du contentieux tant préélectoral que postélectoral. Toutes ces élections se déroulent sous la houlette d'un code électoral non-consensuel et inique et dont les règles peuvent être modifiées par une Assemblée nationale presque monocolore, souvent même à la veille de chacune d'elles.

Le Cameroun regorge pourtant de nombreuses richesses du sol (forêts, faune, agriculture, etc... sans oublier une très riche biodiversité) et du sous-sol (pétrole, bauxite, gaz naturel, fer, or, uranium, manganèse, et ainsi que d'une main d'œuvre abondante et qualifiée, et ainsi que d'une intelligentsia de pointe qui n'hésite plus à s'expatrier (plus de quatre cent médecins camerounais exercent dans la région parisienne en France, d'après de récentes statistiques de l'OMS) ; mais ses populations croupissent encore sous le seuil de pauvreté.

Sur le plan économique, le Cameroun est absolument tributaire d'une gouvernance d'extraversion. Le pays produit ce qu'il ne consomme pas et consomme ce qu'il ne produit, et fonctionne depuis le début des années 1990 selon les principes économiques et le diktat des institutions financières internationales. La permanente détérioration des termes de l'échange ne sert que de prétexte pour endormir les masses qui ne comprennent pas grande chose aux dédales des complexes mécanismes économiques et financiers internationaux. Cependant certains organismes de notation (Ex : DOING BUSINESS) classent le Cameroun parmi les pays les moins crédibles (161e sur 173), même si les gouvernants continuent de faire la politique de l'autruche en agitant les indicateurs économiques et quelques contrats de dupe signés par ci par là

Depuis quelques décennies, la qualité de l'éducation décline et cette dernière est de plus en plus en inadéquation avec la demande des entreprises. C'est ainsi que l'enseignement supérieur déverse chaque année plus de 100 000 demandeurs d'emploi dans un marché (statistiques officielles) en déclin permanente d'absorption. D'où l'observance du désœuvrement de plus en plus accru de la jeunesse qui ne tarde pas à sombrer dans les tout-petits métiers (moto-taximen, call-box, vendeurs ambulants, la délinquance et la tentation d'un exil réputé salvateur à tort ou à raison.

La santé (avec l'éducation) est l'un des domaines qui aura le plus souffert de la politique de restrictions sociales édictées par le FMI et la Banque mondiale depuis 1990. Aujourd'hui les épidémies de choléra et de paludisme continuent à être légion par manque de souci de bonne gouvernance en faveur des populations. L'espérance de vie varie entre 51 et 54 ans, le taux de mortalité infantile de 95 pour mille sont en nette augmentation depuis vingt ans (Statistiques OMS 2009)

Les frontières du pays, déjà bien poreuses aussi bien au Nord (intrusions des cavaliers Soudanais et autres bandes armées tchadiennes dans les Parcs nationaux ; et ainsi que la menace constante des BOKO HARAM venant du Nigeria), à l'Ouest (Bakassi freedom fighters et autres mouvements armés plus ou moins mafieux dans la péninsule de Bakassi), comme à l'Est (incursions de l'armée nationale centrafricaine et des rebelles de la Seleka, en plus les braconniers transfrontaliers de la boucle du Bassin du Congo) semblent de plus en plus insécurisées. L'insécurité à l'intérieur du triangle national n'est pas en reste (cas quasi quotidiens de braquages à mains armées, d'enlèvements et d'agressions, etc...)

L'actualité au Cameroun est aussi marquée par l'accélération des procès de l'opération épervier (lutte prétendument contre la corruption). Beaucoup de ces procès, très expéditifs pour quelques-uns ont connu leurs dénouements ces temps derniers. La célérité et les différentes peines infligées aux mis en cause ont fini par convaincre, même les sceptiques de leur coloration politique. Même si de nombreux griefs de détournements de deniers publics peuvent être reprochés aux victimes, il n'en demeure pas moins que la majorité des condamnés paient le prix de leur appétit réel ou supposé pour le fauteuil de M Biya.

Face à ce décor presque apocalyptique qui fait du Cameroun une poudrière sociale encore ignorée pour beaucoup, l'on peut remarquer à la fois les luttes des différentes couches sociales (étudiants, petits métiers, les journalistes, la société civile dans son ensemble, etc...), mais aussi déplorer l'incapacité des partis politiques de l'opposition et des acteurs de la société civile à présenter un front commun et à faire infléchir ce régime oppresseur. Le paysage politique camerounais se caractérise par des clivages plus au moins idéologiques bien marqués. D'une part se présente le groupe aujoulatiste (survivance du Bloc Démocratique Camerounais, parti créé par Louis Paul Aujoulat lors de la colonisation) au pouvoir (Rdpc avec ses satellites, et autres alliés naturels dont plusieurs se trouvent dans l'opposition déclarée au régime), et d'autre part des partis se réclamant de l'opposition résolue non seulement au régime Ahidjo-Biya, mais surtout au système néocolonial en cours et dont la «France-Afrique» demeure le symbole le plus visible. Le Manidem fait partie de ce dernier groupe.

ARGENTINA 1-FR

Rapport sur l'Argentine 2013

ATTAC/CADTM-AYNA

Au début du 21ème siècle, l'Amérique Latine subit des changements profonds qui ne vont pas tous dans la même direction mais au contraire dans des voies opposées et même séparées.

La crise majeure, institutionnelle, économique et politique qui a secoué l'Argentine en 2011, a mis fin à l'échange paritaire entre peso et dollar et a engendré une situation politique et économique nouvelle.

Au niveau politique, le Kirchnerisme est arrivé au pouvoir en 2003 avec 22% des votes (pour ne pas avoir subi un second tour), le gouvernement avait besoin d'un consensus populaire dans les secteurs clés pour soutenir son projet politique. Dans ce sens, un des piliers majeurs de soutien venait des organisations des droits de l'homme grâce principalement aux procès et aux condamnations de ceux responsables de la dernière dictature militaire.

Depuis lors, les instruments politiques et les mécanismes les plus utilisés par le gouvernement se sont basés sur un modèle extractiviste (soutenu par un arrière-fond international favorable) qui a restructuré un système de partenariats entre les secteurs dominants avec de nouveaux gagnants et perdants.

Du côté des gagnants, les secteurs capitalistes liés à la production (exportation de soja et revenus immobiliers). Du côté des perdants, les mêmes gens qui ont été victimes des dettes sociales et écologiques créées par les gagnants - des dégâts à la santé humaine causés par les pulvérisations agro-chimiques sur les cultures, l'eau empoisonnée avec de la cyanure, la pollution de l'air et une longue litanie d'autres dommages.

Il est clair que sous ce modèle néodéveloppementalisme (un terme à discuter) il n'existe pas de volonté révolutionnaire ni anticapitaliste mais plutôt la préservation de l'hégémonie politique et même plus, le "capitalisme sérieux".

A son tour, une série de politiques redistributives basées sur le surplus généré par la spéculation foncière, a permis au gouvernement de construire un large soutien dans des secteurs de la classe ouvrière et ceci a formé le fondement d'un faux espoir dans une société infinie et au développement sans limite bien que les "ressources" sous-jacentes soient complètement finies et exhaustibles au moyen terme.

Un des défis les plus urgents au niveau de la classe ouvrière et des mouvements sociaux est précisément le "débat" et la construction d'une alternative populaire intégrale et des politiques anticapitalistes dans lesquelles la fragmentation actuelle soit dépassée et qui nous permet d'aller de l'avant vers un modèle social juste dans le cadre d'un paradigme différent. Il y a encore une longue marche à faire dans ce sens.

FRANCE-FR

La situation en France

L'économie française subit la crise de 2008 de façon différée par rapport aux pays comme la Grèce, le Portugal, ou l'Espagne et l'Italie, mais aujourd'hui les effets de celle-ci s'accroissent.

La fermeture de Mittal a été suivie par celle de l'industrie automobile de PSA Aulnay et la mise en liquidation d'Heuliez. Le secteur électronique est touché par la fermeture de certains sites d'Alcatel-Lucent. Maintenant, c'est l'industrie agroalimentaire avec Doux, Gad, Marine-Harvest, Tilly-Sabco qui croulent, suite à la suppression des primes européennes. Des milliers de suppressions d'emploi sont annoncées : Air-France ; la Sté Générale, le Crédit agricole ; Darty, la Redoute ; France télévision, Sanofi pour ne parler que des grands groupes.

Le budget 2014 prévoit une diminution des dépenses de quinze milliards et une augmentation des recettes : impôts et taxes de trois milliards et l'augmentation de la TVA à 20% dès le début de 2014.

La fracture sociale s'accroît, alors que les revenus des patrons du CAC 40 s'envolent.

Les réformes sociales votées par le Parlement vont toutes dans le sens libéral :

- l'ANI défait le code du travail pour une plus grande flexibilité,
- la réforme des retraites augmente la durée et le montant des cotisations sociales,

Tandis que le patronat fait l'objet de toutes les attentions de la part du gouvernement : vingt milliards d'exonérations fiscales, remboursement de l'augmentation de la part patronale des cotisations retraite.

Le monde syndical est atone : faible bataille contre l'ANI et la réforme des retraites.

Dans le domaine de la sécurité, le ministre de l'Intérieur, M. Valls, poursuit la politique de Sarkozy-Hortefeux et se vante de faire mieux et plus qu'eux dans le domaine des expulsions de sans-papiers.

Ses déclarations racistes disqualifiant les Roms ont déclenché un tollé, malheureusement pas général.

Trois ministres de l'écologie se sont succédé et les couleuvres avalées par les EE-les Verts sont récurrentes.

L'opposition de droite se déchire, après la guerre des chefs à l'UMP. Fillon fait la cour aux électeurs tentés par le vote Front National qui vient de remporter les élections cantonales à Brignole.

Le climat réactionnaire et raciste s'accroît.

L'opposition de gauche se fissure entre ralliement, autonomie ou opposition au gouvernement.

La situation du NPA

Le NPA est dans une phase de consolidation et de redéploiement. Les récentes manifestations en Bretagne montrent que nos mots d'ordre sont reçus avec sympathie.

L'université d'été a réuni près de neuf cents camarades comme l'an dernier et a été l'occasion de faire le point sur nos forces militantes.

Le dernier meeting parisien à Saint-denis a dynamisé les militants de la région parisienne pour relancer nos actions, tandis que les meetings en région ont lieu régulièrement en soutien aux luttes locales.

Le NPA s'investit dans la lutte contre l'aéroport de Notre Dames des Landes, les gaz de schistes, la réforme des retraites, dans le domaine de la santé : contre la fermeture de la maternité des Lilas et celle des Urgences de l'hôtel-Dieu et pour le soutien aux sages-femmes pour la révision de leur statut.

Depuis la Toussaint, elle participe aux manifestations étudiantes contre les expulsions d'élèves sans-papiers et la lutte des Bretons contre le démantèlement des entreprises agroalimentaires et l'écotaxe en souhaitant unir la gauche non gouvernementale contre l'austérité, les réformes antisociales et contre l'extrême droite.

Serge Levasseur NPA Pantin

PEROU-FR

SITUATION NATIONALE ET SYNDICALE AU PÉRU

Le Pérou compte environ 30 millions d'habitants et l'économie est basée principalement sur l'exportation, surtout des minerais (or, argent, cuivre, fer etc.), la vente de farine de poisson et de produits agricoles (asperges, avocats, fruits etc.).

En conséquence de la crise financière et économique grave aux États-Unis et en Europe, le Pérou a vu la chute des revenus de son exportation. Il y a deux ans, Ollanta Humala Taso, un officier de l'armée, a été élu président. Il a concocté un Plan de Gouvernement Nationaliste et Progressiste pour l'inclusion sociale et en soutien à la classe ouvrière et le peuple.

La classe ouvrière et le peuple entier se sentent aujourd'hui trahis par le tournant radical vers la droite néolibérale de la part du gouvernement nationaliste. Nous sommes maintenant gouvernés par les mêmes néolibéraux des gouvernements précédents, le ministre de l'économie Luis Miguel Castilla, recommandé par le FMI et la Banque Mondiale, continue dans ce poste et toutes les politiques néolibérales qui proviennent de son ministère sont applaudies par la presse néolibérale. Celle-ci à son tour démontre les travailleurs qui exigent, avec leur syndicat la CGTP, un changement du modèle économique.

Le Congrès de la République, dans lequel le gouvernement a la majorité, n'est que le reflet de l'exécutif et il n'écoute pas les demandes des travailleurs.

Aujourd'hui, les membres Fujimoristes sont plus concernés par la libération du dirigeant de ce parti, le dictateur Alberto Fujimori condamné à 25 ans de prison pour crimes contre l'humanité et pour enlèvements aggravés. Des membres du parti Perú Possible et du parti Apriste s'opposent pour innocenter leurs propres dirigeants Toledo et Alan García des accusations de corruption pendant qu'ils étaient au gouvernement.

En 2013 nous assistons à une nouvelle offensive néolibérale dans l'appareil d'État avec la flexibilisation des relations de travail par la loi 30057 sur le Service Public qui annule les lois précédentes obtenues par les travailleurs et leur syndicat CITE (Confédération Intersectorielle des Travailleurs de l'État) avec des propositions méritocratiques et des examens ce qui provoquera des licenciements massifs chez les travailleurs de l'État.

Dans le secteur de la santé, le gouvernement Ollanta Humala et le ministre de la santé Midori de Habich, un représentant de l'USAID, ont promu le décret législatif 1153 sur les réformes des soins de santé, dont les employés administratifs sont exclus, ce qui détruira le service de la Santé dans le but de le privatiser.

En général, la classe ouvrière a mené des luttes centralisées avec la CGTP. Le 26 septembre 2013, une grève générale fut organisée avec les travailleurs du Secteur Public, en lutte contre la Loi 30057 sur le Service Public et les licenciements liés à cette loi. Dans le secteur de la Santé, les associations en lutte pour le retrait du décret 1153 ont unifié leur lutte car cela aussi détruira les droits des travailleurs.

INDONÉSIE-FR

Indonésie: exploitation du peuple et de la nature par Sarah Agustio et Nalendro Priambodo membres du KPO-PRP Indonésie

Une partie des îles qui forment aujourd'hui l'archipel appelé Indonésie, ont été colonisées pendant 350 années par les Pays-Bas. L'appropriation des ressources de ces îles par les colons néerlandais, faisait partie de "l'accumulation primitive" de la République des Pays-Bas au 17ème siècle ce qui a rendu possible le développement d'un des premiers états capitalistes.

L'Indonésie a finalement acquis son indépendance après la seconde guerre mondiale inter-impérialiste. Après la victoire des Japonais sur les Néerlandais, ensuite leur défaite par les alliés, le dirigeant nationaliste bourgeois Sukarno déclarait l'indépendance en 1945. Le Parti Communiste Indonésien (PKI) a été presque entièrement détruit et condamné à la clandestinité par les Pays-Bas après l'insurrection manquée de 1928 et il a été incapable de transformer cette lutte pour l'indépendance d'une révolution démocratique bourgeoise en une révolution prolétarienne.

Une génération nouvelle de dirigeant du PKI, comme D.N. Aidit, ont réorganisé le parti, changeant l'orientation d'un parti-cadre en un parti de masse le menant vers la voie parlementaire. Dans les années cinquante, le PKI était devenu le plus grand parti Communiste en dehors de l'Union Soviétique et la Chine. Il obtenait plus de 16 pourcent des votes aux élections nationales et déclarait avoir 3 millions de membres.

Le parti soutenait Sukarno devenu président, et il avait un large soutien populaire. mais le PKI était considéré par l'armée indonésienne comme une menace et en 1965, cette armée organisait le massacre des 3 millions de membres et de sympathisants du PKI.

In des organisateurs importants de ce bain de sang fut le général Sarwo Edhi Wibowo, beau-père du président actuel Susilo Bambang Yudhoyone qui fut récemment proclamé "héros national".

Après 1965, l'Indonésie devient une dictature sous le général Suharto. Son régime de "l'ordre Nouveau" était considéré comme une victoire pour l'impérialisme U.S. et ses alliés. Suharto abolissait toutes les barrières pour les capitaux étrangers et attirait des investisseurs étrangers sur le long terme tels la Freeport McMoran Inc, la compagnie minière d'or la plus importante du monde. Leur mine d'or dans la région de Papoua a détruit les forêts et empoisonné le sol et l'eau. De grandes parties des forêts indonésiennes ont été coupé pour obtenir le bois et faire de la place pour des plantations. Jusque dans les années 80, l'Indonésie exportait de grandes quantités de pétrole et de gaz principalement vers le Japon et les USA. Aujourd'hui, les produits des forêts et de l'agriculture sont importants ainsi que les minerais (charbon, or, nickel, étain, fer), le pétrole, le gaz et les plantations. L'indonésie connaît un climat tropical avec des terres très fertiles mais l'exploitation capitaliste détruit l'environnement, les ressources vitales traditionnelles du peuple et menace de nombreuses espèces.

Le régime de L'ordre Nouveau s'est effondré en 1998. A celui-ci a succédé une période de réformes, l'ère du "reformasi", mais ces réformes étaient limitées. Le gouvernement obéit aux ordre de l'OMC, du FMI et de la banque Mondiale et il a mis en place un programme massif de libéralisation dans presque tous les secteurs de l'économie. la dette étrangère a atteint 2.273.76 billions de rupiah (1 dollar vaut 11500 rupiah). Dans une population de 240 millions d'habitants, 190 millions vivent avec moins de deux dollar par jour.

Après la destruction de la gauche en 1965, de nouvelles organisations se sont constituées vers la fin des années '90. Le parti de gauche Partai Rakyat Demokratik (Parti Populaire Démocratique) a joué un rôle dans les actions contre Suharto. Après 1998, il y eut de l'espace pour s'organiser, de nouveaux syndicats se sont formés et les trois dernières années nous voyons la montée d'un mouvement ouvrier en Indonésie. les syndicats réformistes se concentrent sur des sujets socio-économiques. La tâche du parti révolutionnaire c'est de participer dans les luttes économiques pour être plus près des masses et augmenter la conscience vers une conscience politique révolutionnaire en expliquant les principes, les objectifs et les programmes aux masses. Les révolutionnaires doivent insister que notre tâche urgente c'est de construire un instrument politique du prolétariat. C'est pourquoi un parti révolutionnaire comme le KPO-PRP doit rassembles toutes les demandes du mouvements progressistes et des couches sociales opprimées.

MEXIQUE - FR

RAPPORT SUR LE MEXIQUE

Nous avons la malchance d'être aussi près des objectifs hégémoniques des États-Unis avec les traités qui étranglent notre souveraineté. En plus, nous avons aussi, durant plus de 86 années, été gouvernés par une classe économique et politique conservatrice qui a de temps en temps mené une guerre sanguinaire contre une population sans défense comme en octobre 1968 à Tlatelolco et en 1977 à Aguas Blancas, etc.

On peut égoïquement être fier que Léon Trotski a été accueilli par le général Lázaro Cárdenas en 1937 mais il y a eu son assassinat par les stalinistes du PCM.

On a vu beaucoup d'exemples de mécontentement en ce qui concerne le système capitaliste dirigé par les É. U.

En ce moment, nous vivons dans des circonstances très difficiles malgré la rupture avec 74 années de gouvernement dirigé par le PRI il y a de cela treize années. Le PRI s'était autoproclamé l'héritier de la Révolution mexicaine (c'est faux puisque ceux qui se sont appropriés étaient les grands propriétaires et les chefs militaires qui avaient combattu dans la révolution, tuant les deux dirigeants militaires emblématiques Emiliano Zapata et Francisco Villa et réinventant l'histoire en leur faveur). C'est l'hégémonie a été battue en brèche parce que des pans entiers de la population étaient déçus du parti sans vraiment se rendre compte du fait qu'ils donnaient un soutien à un parti de la droite extrême, le PAN, lié aux intérêts financiers et à l'église, un parti qui entrait en triomphant et qui essayait de rompre avec la laïcité inscrite dans la constitution mexicaine.

Ces 12 dernières années ont eu un impact terrible. D'abord, Vincente Fox décidait de rompre avec l'image traditionnelle que le Mexique offrait un refuge à tous ceux qui fuyaient le risque de la peine de mort dans leur propre pays, tels les militants de l'ETA extradés vers l'Espagne derrière le dos des militants des droits de l'homme au Mexique. Il effaçait aussi l'image de "frère aîné" en Amérique Latine en excluant Fidel Castro d'une réunion à la demande expresse de Bush (et cette image inamicale a été largement diffusée), donnant en cadeau les ressources en eau pour les producteurs de soda aux É. U. et effaçant la dette de pétrole des É.U. sans l'accord des parlementaires et pendant que le peuple lui-même souffrait de la pénurie du pétrole. Dans la deuxième période avec Felipe Calderón, la situation s'est encore aggravée avec la guerre déclarée contre les trafiquants de drogue en s'appuyant sur les forces armées et en opposition à la protestation du peuple et à la pression causée par les assassinats de civils les accusant d'être des délinquants. Ce plan du gouvernement a été un échec, il a impliqué l'armée dans cette folie malgré le fait qu'en cette même année 2012, un officier haut placé de l'armée avait déclaré qu'en fait il n'y avait pas de plan et que cette guerre n'avait pas de sens; cet officier a été ensuite arrêté sous de faux prétextes.

Le résultat de 6 années de l'exercice du pouvoir discrétionnaire par les forces armées est le suivant: des arrestations, meurtres et enlèvements de milliers de gens innocents en les classifiant comme des conflits entre gangsters (des drogues, de la prostitution, de l'extorsion d'argent pour l'utilisation des terres, le marché du trafic d'organes etc.) mais il y a eu aussi des assassinats sélectifs contre les mouvements de résistance comme les Zapatistas, les groupes ethniques, les défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, la criminalisation des dirigeants de mouvements de protestation sociale, le féminicide etc.

Le bilan global de tous ces chiffres à six mois avant les élections, s'élève à environ 100.000 morts, plus d'un million de personnes déplacées et un nombre inconnu de personnes "disparues" par des enlèvements. Tout cela continue mais on n'a pas de chiffres récents. Les organisations des droits de l'homme disent que la tendance n'a pas changée, contrairement aux déclarations des autorités. C'est pourquoi nous avons exigé que les gouvernements précédents soient punis pour les crimes contre l'humanité qu'ils ont commis, une initiative bloquée par les nouvelles autorités.

Le retour du PRI au pouvoir, avec l'accord du président national, est une trahison des autres membres et candidats du parti et ferme de nouveau la porte à la présidence pour le dirigeant de gauche le plus populaire et moderne (AMLO). Le promoteur sinistre du néolibéralisme au Mexique, Carlos Salinas de G. a rendu possible durant son mandat de 1988-1994, le retour au pouvoir du PRI, qui avait simplement

été prêté à son allié sur la base de l'achat des votes des pauvres, des secteurs les plus ariérés du pays (dans la campagne) en dépassant entièrement les limites de la campagne et en corrompant d'autres pouvoirs: le pouvoir législatif avec des liliés députés et sénateurs et le pouvoir judiciaire en achetant des juges de la Cour Suprême, ces juges qui justement décident des règles du processus électoral. Il faut également mentionner son allié le plus important, la télévision, le plus important médium de masse - c'est pourquoi les défis lancés partout dans le pays n'ont pas pu aboutir.

Confronté à cette position de force, un pacte a été conclu entre des alliés qui incluait pour la première fois une des forces connue comme la gauche opportuniste (le PRD) qui a trahi son candidat en donnant son soutien au nouvel exécutif. Ce pacte a reçu le nom de Pacte pour le Mexique; son but est de calmer les anciens adversaires en leur concédant des espaces de pouvoir et de biens matériels. Le PAN a perdu les deux tiers de ses membres et le deuxième est resté avec l'hégémonie des opportunistes et des riches. C'est pourquoi le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) , la section Mexicaine de la 4me Internationale, nous travaillons dans la mesure de nos forces, avec les mouvements de résistance et nous mobilisons en solidarité avec le peuple. Nous avons eu des problèmes financiers pour publier régulièrement Bandera Socialista mais nous avons toujours une présence parmi les étudiants malgré le départ de trois camarades qui ont quitté le parti sur des différences idéologiques avec le CC.

Un autre secteur touché est celui de l'enseignement, qui est actuellement en lutte contre des réformes concernant les conditions de travail et la pédagogie. On veut éliminer l'éducation gratuite par une privatisation et intervenir au niveau du syndicat en imposant un nouveau secrétaire général (bien que le dirigeant précédant ait été emprisonné après avoir été intangible durant ses deux premiers mandats. Elle était alliée à l'un des partis de l'exécutif actuel mais elle exigeait plus d'argent en menaçant de mobiliser les enseignants, pour cela elle a été chassée unilatéralement sans consultation de la base.

Avec la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education, (section combative contre ceux qui suivent la ligne du parti). dans laquelle nous intervenons, nous exigeons la tenue d'un Congrès.

Le travail politique le plus important du PRT, est dans le secteur de l'énergie. Par un acte anticonstitutionnel, les emplois des 52.000 travailleurs du syndicat des electriciens (SME) disparaissent. La reconnaissance par la direction nationale est refusée. Il s'agit de la réaction par Felipe Calderon au soutien du syndicat pour le candidat du PRD dans les élections et ce candidat a été privé de la victoire en 2000-2006 à cause de son soutien aux mouvements sociaux. Au coeur de ce conflit, il y a la privatisation de l'industrie électrique en faveur des multinationales tels que Telefonica en distribuant les profits avec ceux qui soutiennent Calderon et des membres du cabinet. Ils reprennent également les réseaux des fibres optiques qui ont la capacité de distribuer la télévision, des vidéos, images et son, sans investissements importants et en essayant d'éliminer la Telmex, lui volant les clients les plus importants.

Ceci a choqué les syndicats indépendants, ils ont organisé une manifestation de plus de 100.000 travailleurs. Après trois années de résistance, nous avons obtenu les droits à la retraite pour 1200 collègues du syndicat avec le droit de travailler dans le secteur avec l'entreprise CFE en attendant la reconnaissance ou la formation d'une autre entreprise. La déclaration des autorités fédérales est un soulagement pour nos camarades car c'est lié à la reconnaissance du nouveau Comité exécutif National dans lequel les officiels les plus forts de la résistance participent ainsi que le sous-secrétaire général. Ceci est une victoire partielle importante pour les travailleurs qui n'avaient pas accepté leur licenciement et qui exigeaient un retour sur le marché du travail.

L'autre aspect de notre alliance avec la direction du SME, c'est la décision du secrétaire général de former un parti politique. Ceci nous donne la possibilité d'élaborer un Programme, des Statuts et une position politique. Différentes forces politiques se sont mises d'accord sur ce projet dans lequel notre parti occupe une place privilégiée. Nous devons donc continuer notre travail de formation de nos camarades afin de construire une organisation qui sera indubitablement d'une importance historique pour le Mexique, par le fait que des syndicats appellent à la formation d'un parti politique (le SME, le

secteur de l'enseignement, les transports publics, la distribution de l'électricité et des secteurs non protégés tels que les femmes, les agriculteurs, des femmes au foyer, des jeunes). Avant d'arriver à cet événement, nous avons réussi à construire le premier espace légal au Mexique et ce weekend on travaille dans la capitale ensuite ce sera le tour à 20 états. Si nous réussissons cette campagne de régistration ou pas, nous sommes déjà devenus une option politique qui pose les fondements de son avenir incluant notre héritage marxiste révolutionnaire pour la construction d'un parti des travailleurs de masse.

Salutations solidaires, Jesus Franco P.
Membre du CC et du CP du PRT du Mexique
Mexique, Amsterdam, le 19 novembre 2013

ARGENTINA 2 - FR

Depuis le coup d'état et dix années d'un gouvernement néolibéral (1989-1999), les conditions de vie de la classe ouvrière se sont détériorées. Les éléments suivants sont des caractéristiques permanentes, l'augmentation de la pauvreté, le chômage, la désindustrialisation, la dette étrangère et la diminution des services publics. La dictature a détruit les organisations politiques et sociales. La discipline de la crise économique d'abord et le chômage ensuite, ont rendu la possibilité d'un regroupement d'organisations de classe, difficile. Mais il y a maintenant des signes positifs concernant un tel regroupement et aussi concernant les résistances contre la crise. Le profondeur de la crise économique et du système de domination, ont causé la révolte populaire de décembre 2001. C'est dans ce contexte de crise que le scénario pour un gouvernement et pour l'hégémonie de la bourgeoisie a pris forme. Nestor Kirchner est venu au pouvoir en 2003 sur une base étroite (avec à peine 22% des voix). Ce gouvernement, suivi de deux mandats par Cristina Kirchner, personnifie le rôle matériel et symbolique d'un regroupement du pouvoir des classes dominantes sur de nouvelles bases. Cette reconquête de l'hégémonie a été soutenue principalement par une politique audacieuse dans le cadre d'une reprise économique qui a amélioré la situation objective de la classe ouvrière. Bien que la cadre de production de l'Argentine ne soit pas changé, et les profits pour les différents éléments de la bourgeoisie soient rétablis, le gouvernement a contesté certains pouvoirs établis (le monopole des médias, l'église, la justice, etc.) et il a pris des mesures sur le terrain des droits démocratiques et sociaux. Ceci a créé des espoirs dans de larges secteurs de la société (Kirchner a gagné les élections en 2011 avec 54% des voix et le "Kirchnerisme" is le mouvement politique le plus important en Argentine).

Aujourd'hui, l'Argentine est confrontée à un ralentissement économique certain et l'inflation n'est pas sous contrôle du gouvernement ce qui montre les faiblesses de la croissance économique depuis 2002. La toile de fond qui a favorisé l'émergence du Kirchnerisme n'est plus aussi favorable. Le ralentissement du PIB, la stagnation de la création d'emplois et la montée de l'inflation montrent plus clairement les limites du modèle argentin, que les difficultés d'une crise institutionnelle. Ces contradictions expliquent la réapparition de tendances de restructuration. Au-delà de fait qu'il est très probable que ce gouvernement sera suivi par des secteur de sa propre arène politique et même si on a promis de ne pas retourner vers les politiques néolibérales classiques de restructuration, les caractéristiques les plus profondes et indépendantes du Kirchnerisme qui ont rendu possible la restauration et la préservation de la gouvernance capitaliste, pourront progressivement disparaître. Democracia Socialista (Démocratie Socialiste) s'est formé récemment dans ce contexte. Il fonctionne comme tendance interne dans le Corriente de Organizaciones de Base La Brecha (COB LB - La Brèche Courant des organisation de Base). Il est composé principalement par des militants du secteur étudiant et enseignant de la COB LB qui ont des responsabilités au sein de leurs organisations de base respectives. La plus grande partie de notre intervention politique "pratique" se fait à partir du Courant (COB LB), les tâches internes développées par DS sont du travail de propagande, la formation et la

consolidation de relations politiques et de débats dans la gauche appelée “indépendante” avec comme but de développer une alternative anticapitaliste crédible qui pourrait jouer un rôle politique en Argentine.

COB LB est une organisation “sociale et politique” qui est apparue il y a trois ans lors d’une rencontre entre une série de mouvements sociaux sur des bases politiques larges (anticapitalisme, démocratie directe, le pouvoir au peuple, antibureaucratie, la féminisme, la structure de classe) et une certaine analyse commune de la situation actuelle. Il se considère comme une composante de la “gauche indépendante”. COB LB a environ 500 à 600 membres et est présent dans sept provinces mais sa base la plus importante se trouve dans la région du grand Buenos Aires. Il y a un large secteur ouvrier de chômeurs (piqueteros), un groupe important d’étudiants, des militants dans le secteur de la culture et un début de travail syndical surtout parmi les enseignants on effectue un travail dans des groupes en opposition avec la bureaucratie.

Une autre tendance dans COB LB est le groupe “La Caldera”, cette organisation politique a été fondée en 2010 et est un regroupement de mouvements antérieurs vers la fin des années 90s. Ils travaillent sur différents terrains: syndicalisme, les territoires, les universités, l’écologie, la culture et la communication. D’autre part, ils développent des matériaux d’analyse de la conjoncture et des grandes lignes de stratégie pour contribuer à une accumulation théorique plus approfondie - une politique du nouvel espace de la nouvelle gauche en Argentine.

SRI LANKA-FR

Comme vient de le révéler un ministre du gouvernement, le pays est maintenant dans une situation où le paiement des prêts est plus important que le PIB. Le gouvernement est en train de donner des avantages aux investisseurs étrangers pour les attirer dans le pays. Un exemple récent: deux lois soumises au parlement pour donner la permission à deux grands complexes hôteliers pour opérer des casinos, dont l’un est le roi des casinos mondialement connu, James Packer d’Australie. Il y avait une opposition importante contre cette proposition même de la part de partis de la coalition gouvernementale, car cette proposition est en contradiction totale avec la volonté et les motifs du régime. Le président demande partout dans le monde de l’aide pour le soi-disant développement. Celui-ci est décrit par le régime comme, des infrastructures pour satisfaire les investisseurs, pas pour développer la production, l’éducation, la santé ou d’autres besoins urgents des masses. L’économie s’est transformée d’une économie pour l’exportation en une économie de prêts. Non seulement le gouvernement, mais également le public vivent sur des prêts.

le régime de Mahinda continue la politique néolibérale du Parti National Unifié, UNP. L’UNP a introduit les politiques néolibérales en 1978. A cette époque, Mahinda Rajapakshe combattait dans l’opposition ces politiques. Mais quand il est arrivé au pouvoir il a soutenu ces mêmes politiques et mieux que le gouvernement UNP. Les impérialistes l’ont compris et ils ont aidé Mahinda. les capitalistes internationaux et même l’Inde et le Pakistan ont aidé Mahinda pour écraser les LTTE. Sans leur soutien, Mahinda n’aurait pas pu gagner la guerre. mais les impérialistes avaient espéré que Mahinda arriverait à un compromis avec les capitalistes Tamouls, qu’il serait pour une plus grande autonomie et qu’il instaurerait la démocratie dans le pays. Mais pour infliger la défaite dans cette guerre, Mahinda a été capable de motiver et d’obtenir le soutien de l’UNP et des gauchistes Vasu. Ils se sont tous organisés sur des bases communautaristes et chauvinistes. Ce cela qui est derrière le pouvoir du gouvernement. Et après avoir gagné la guerre, Mahinda ne pouvait plus se passer de cette motivation du pouvoir. Même si les impérialistes s’attendaient à ce que Mahinda rétablirait la démocratie en donnant du pouvoir aux Tmouls, il ne pouvait plus faire marche arrière. Mais ils ne trouvent personne d’autre que Mahinda qui obéirait aux ordres du FMI. La CHOGM est un échec. Les impérialistes font pression sur Mahinda en l’accusant de crimes de guerre, mais ils ne veulent pas le punir mais ils veulent plus d’autonomie pour les Tamouls. Le dirigeant de l’UNP Ranil est loin derrière

Mahinda sur ce terrain. Mahinda essaie de vaincre cette tentative de la part des impérialistes en mobilisant les forces chauvines et en tenant des élections présidentielles anticipées. En obtenant le pouvoir par une telle élection, il pense pouvoir défier les accusations de crimes de guerre. En ce moment il n'y a pas de dirigeant alternatif à Mahinda dans l'opposition. le parti le plus important de l'opposition, l'UNP connaît aussi une crise importante. Il n'ont pas de politique économique alternative contre le gouvernement puisque le régime s'est accaparé, et en mieux, de leur politique. Beaucoup de parlementaires de l'UNP on rejoint le gouvernement et renforcent la position de Mahinda. Entre Ranil et Sajith Premadasa, le principal opposant à Ranil dans l'UNP, la différence est que Ranil est en faveur des exigences libérales y compris l'application des recommandations de LLRC; Sajith qui se base sur les forces chauvines dans l'UNP est complètement contre les propositions de Ranil. Mais de ce point de vue, le président Mahinda est en bien meilleure position que Sajith et il n'y a pas d'alternative pour Mahinda. C'est pourquoi les masses pensent que Mahinda est le meilleur et c'est pourquoi il peut gagner les élections.

Il y a donc un grand vide pour la gauche. Nous comprenons que la majorité des travailleurs est avec le gouvernement à cause de la campagne chauvine menée par le régime. Il n'y a pas campagne forte contre celà. Il y a eu beaucoup de possibilités pour les travailleurs de rompre avec le régime. Le meilleur exemple était l'augmentation des tarifs pour l'électricité par le gouvernement. Même si le JVP proposait une grève contre cette augmentation, il n'ont pas pu entraîner les syndicats des travailleurs dans la rue. mais la majorité de nos syndicats a rejoint le grève. le problème c'est que cette lutte s'est arrêtée. Finalement, les gens paient la facture de l'électricité et votent pour le gouvernement. En tant que NSSP, nous ne sommes pas assez forts pour rompre ce lien entre les travailleurs et le gouvernement. Il faudra travailler dur.

BELGIQUE

CADTM Belgique

Je suis membre du CADTM Belgique (Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers Monde) qui participe à un réseau international (CADTM) présent dans 33 pays. Nous travaillons depuis 1990 sur la dette du Sud et nous exigeons l'annulation sans conditions de cette dette. Depuis le début de la crise mondiale en 2008, nous soulignons les liens entre la Dette du Nord et du Sud et nous participons à l'audit citoyen de cette dette qui a été lancée en février 2013. Nous luttons pour l'abolition de la dette illégitime.

Les causes de la crise de la dette

Tout comme dans d'autres pays, la dette publique de la Belgique s'est accrue durant la crise financière de 2007-2008 et la socialisation des dettes de ce secteur. Elle s'élevait à 285 milliards d'euros (84% du PIB) avant la crise et elle a grimpé à 395 milliards d'euros aujourd'hui (100% du PIB).

Mais il y a d'autres raisons pour cette dette publique en Belgique qui sont comparables à celles d'autres pays: l'explosion des taux d'intérêts (jusqu'à 14%!) dans les années 80; une politique fiscale classique (des réformes fiscales au bénéfice des riches et des grosses entreprises ce qui a provoqué une perte de revenus compensée part des prêts sur le marché); une politique monétaire classique (qui interdit à la banque nationale de prêter à l'Etat qui doit donc accepter les conditions du marché - entre 1992 et 2011 l'Etat aurait pu économiser 250 milliards s'il avait pu emprunter à un taux d'intérêt de base de 1% ...); des dépenses inutiles et illégitimes; etc.

Conséquences

Les conséquences de ces politiques néolibérales (et du système capitaliste en général) sont clairs pour la population belge depuis longtemps: les salaires (directs et indirects) et les services publics perdent en

substance en faveur des profits et ceci depuis plus de 30 ans. Mais avec la dernière crise, on assiste à une nouvelle étape, avec l'excuse du service de la dette qui atteint 45 milliards d'euros par an, (il s'agit des dépenses prioritaires qui représentent 20% du total) on applique des mesures d'austérité. Les plus importantes ont été introduites en 2011 sous le gouvernement "socialiste": des coupes dans les transports en commun, dans le nombre de fonctionnaires, la coopération internationale, les subsides pour la transition énergétique, les soins de santé; une réforme des retraites; une réforme agressive dans les allocations du chômage et un gel des salaires. On peut évidemment s'attendre à beaucoup plus après les élections européennes, fédérales et régionales en 2014. Ces mesures ont frappé en premier lieu les plus pauvres et les femmes et la situation est utilisée pour créer une ambiance xénophobe et pour diviser la population. Un nombre de grandes entreprises a été fermé (Arcelor Mittal, Ford Genk, Caterpillar etc.) et des dizaines de milliers de gens ont perdu leur emploi et leur revenu.

Résistances

Beaucoup de gens pensent que la Belgique est une exception et qu'elle ne se trouve pas dans la situation difficile que connaissent les pays de la périphérie. Les médias de masse et les autorités utilisent de tous les moyens pour faire entrer cette idée dans la tête des gens. Mais chaque mois, il y a plus de gens "indignés" et qui s'organisent ensemble pour le changement de la situation et du système qui l'a créé. Au-delà des petites résistances, faisons la liste de quelques unes des plus importantes: l'initiative "Alliance D19-20" qui fait converger les luttes lancée par les producteurs de lait en lutte contre le TSCG, TAFTA et les mesures d'austérité en Belgique et en Europe. L'initiative pour rassembler le nombre maximum d'acteurs du terrain avant le premier janvier de 2015 (quand 35.000 personnes perdront leur droit à l'allocation de chômage) pour arrêter cette réforme; l'appel provenant du syndicat socialiste FGTB de la région de Charleroi pour l'unification des forces de gauche à la gauche des partis "socialistes" et "verts" pour créer une alternative anticapitaliste comme relais alternatif; et la campagne pour un audit citoyen de la dette.

Cette dernière campagne, appelée "A qui profite la dette?" a été lancée en novembre 2012 par quatre organisations dont le CADTM avec un livre, une petite vidéo des affiches etc. Très vite, des groupes locaux se sont constitués pour commencer cet audit (qui sépare recherche/analyse et conscience/mobilisation) et une coordination nationale s'est mise en place en février 2013. A la fin de 2013 nous lancerons un site web pour la plateforme citoyenne et un guide pour l'audit de la dette en Belgique. Il y a environ 10 groupes locaux et vingt organisations qui participent au processus. Et ceci n'est que le début ...Nous devons reprendre le contrôle sur notre dette et sur l'orientation économique de la société.

Nous ne leur devons rien, nous ne payerons pas!